

ÉLECTIONS 2013

Union
Syndicale
Solidaires

Sud Énergie



UN SYNDICAT JEUNE, MAIS QUI COMPTE

Né dans quelques unités des IEG en 1997, SUD-Energie n'a pu réellement se développer qu'à partir de 2008 (la loi nous interdisant quasiment de nous présenter au premier tour avant cette date), malgré des Directions qui continuent à nous discriminer car notre présence les dérange.

Ces dernières années l'ont montré, partout où SUD-Energie a la possibilité de s'implanter, nous mettons en œuvre nos pratiques, nous dénonçons des injustices, nous remportons des victoires, nous pesons dans les rapports sociaux.

Notre Fédération n'étant pas reconnue représentative au niveau de l'Entreprise et de la Branche, nous ne disposons pas des moyens importants dont bénéficient les autres organisations syndicales (permanents, temps de délégation, etc.). Mais nous compensons ce déséquilibre par notre implication dans les unités où nous sommes présents, auprès des salariés pour la défense de leurs droits individuels, comme sur les questions collectives.

Ces élections professionnelles sont une étape essentielle pour notre développement. Elles nous permettront d'obtenir des Délégués du Personnel et des Représentants au Comité d'Établissement, de disposer de temps syndical et, là où nous obtiendrons plus de 10% des suffrages, de participer aux négociations d'accords locaux. Autant de moyens pour défendre les intérêts des salariés.

UN SYNDICALISME RESPONSABLE ET UNITAIRE

Contrairement à la caricature que certains font de nous, nous ne sommes pas des syndicats « radicaux », « extrémistes », qui se contenteraient de dire systématiquement « non ». Nous refusons simplement

la résignation et nous nous opposons avec fermeté aux régressions sociales qui n'ont, pour nous, rien d'inéluctables. Notre objectif : renforcer le syndicalisme pour inverser le rapport de force en faveur des salariés. Cette fermeté ne nous empêche pas de négocier et signer des accords dans les entreprises et établissements où nous sommes représentatifs, lorsqu'ils sont justes et favorables aux salariés, pas plus qu'elle ne nous empêche de défendre au jour le jour les intérêts individuels des salariés. SUD Énergie est force de propositions dans les unités où nous sommes présents, comme au niveau national, pour les IEG, et sur les grandes questions sociétales.

On nous reproche parfois de diviser, par notre existence, le mouvement syndical. Au contraire, pluralité ne signifie pas division et nous sommes parties prenantes, et bien souvent même à l'initiative des combats intersyndicaux et interprofessionnels. L'ouverture de notre syndicalisme sur le mouvement social (l'Union syndicale Solidaires est par exemple co-fondatrice d'Attac), la volonté de travailler avec les autres, le refus du corporatisme sont au contraire une caractéristique du syndicalisme que nous prônons.

Et notre arrivée dans une entreprise, dans une unité, se traduit toujours par un regain de l'activité syndicale dans son ensemble.

UN SYNDICALISME COMBATIF, DEMOCRATIQUE, INDEPENDANT

Emploi, retraite, protection sociale ... : les droits et les acquis des salariés ne cessent d'être remis en cause par le patronat et les Gouvernements successifs. Sans résistance collective, sans syndicats, notre situation se dégradera sans limite, comme le montrent les secteurs très peu syndiqués (nettoyage, grande distribution, PME-PMI, etc.).

Mais les stratégies syndicales qui visent à s'adapter aux politiques libérales pour « sauver l'essentiel » ou renoncent à construire un rapport de force efficace pour les combattre, sont toujours perdantes pour les salariés. Les exemples de régressions sociales subies ces dernières années le démontrent : privatisation d'EDF, réformes successives des

retraites, augmentations salariales inférieures à l'inflation, pénibilités bien moins reconnues dans les IEG depuis l'accord signé par certains syndicats...

A ces choix stratégiques critiquables des grandes confédérations s'ajoutent des pratiques syndicales qui nuisent à l'efficacité des résistances collectives : bureaucratisation, éloignement des intérêts des salariés, clientélisme, absence de démocratie interne, perte d'indépendance par rapport aux directions et au Gouvernement.

C'est pour proposer aux salariés un syndicalisme différent que les syndicats SUD se sont constitués, depuis la fin des années 80, dans de nombreuses entreprises et se sont regroupés dans l'Union syndicale SOLIDAIRES. Les plus anciens occupent parfois des positions importantes : SUD-RAIL, SUD-PTT, SUD-SANTE, SNUI (Impôts), etc.

Sur les questions locales comme nationales, nous sommes convaincus qu'il est possible d'inverser le rapport de force pour défendre et conquérir des droits, d'imposer que les négociations soient menées sur des bases progressistes. Cela ne peut se faire qu'en recherchant systématiquement l'unité, en donnant la parole aux salariés dans l'action, en préservant l'indépendance des organisations syndicales et en ne confondant pas « l'intérêt de l'entreprise » (c'est-à-dire en fait de ses patrons) avec celui des salariés et des citoyens.

Ce combat, nous le menons en construisant une organisation non hiérarchisée et ouverte, où les décisions sont prises collectivement. Les femmes et les hommes qui se présentent pour SUD n'en attendent aucun privilège. Ils défendent les droits de tous les salariés de nos entreprises, quels que soient leur contrat, qu'ils soient prestataires ou agents statutaires, qu'ils soient adhérents ou non.

Pour un syndicalisme indépendant, combatif,
Solidaire, **U**nitaire et **d**émocratique dans les IEG,

Votez SUD-Energie

PLATE-FORME REVENDICATIVE



Des rémunérations plus justes

Les écarts de salaire se creusent dans l'entreprise, comme s'il était normal de dévaloriser certains métiers, souvent les plus pénibles et les plus féminisés. Dans le même temps, les rémunérations sont de plus en plus opaques, individualisées, et à la main du management.

Nous voulons :

- Une réduction des écarts de salaire et un plafonnement des hauts salaires ;
- Des augmentations égales pour tous et non en pourcentage du salaire (2,5% d'augmentation, c'est 125€ par mois pour salaire de 5000€, mais seulement 30€ pour un salaire de 1200€ ...) ;
- La stricte application de l'égalité salariale et professionnelle entre les hommes et les femmes ;
- L'application des grilles salariales des IEG comme minima pour les personnels extérieurs ;
- La transparence complète sur les grilles de rémunérations (U, HC, primes, etc...).

Une meilleure organisation du travail

Stress, dépressions, souffrances et parfois suicides : telles sont les conséquences de l'évolution du management et de l'organisation du travail, mettant en concurrence les salariés entre eux, détruisant les collectifs de travail, imposant des logiques comptables au détriment du sens du travail.

Nous voulons :

- La reconnaissance du travail des salariés et des équipes au lieu d'une logique d'évaluation uniquement individuelle et de contrôle permanent.
- L'arrêt des réorganisations constantes et injustifiées, des décu-pages en filiales.

La réduction du temps de travail

Partager le travail c'est créer des emplois, améliorer la qualité du travail et les conditions de vie des salariés, réduire les inégalités entre hommes et femmes (celles-ci sacrifient leur carrière plus souvent que les hommes lorsque l'équilibre entre vie professionnelle et familiale est impossible), augmenter les chances de ne pas arriver épuisés ou malades à la retraite.

Nous voulons :

- Les 32h pour tous, sans perte de rémunération globale, sans augmentation de la charge de travail grâce à des embauches équivalentes ;
- Un allègement supplémentaire du temps de travail pour les métiers pénibles ;
- L'arrêt des projets d'annualisation du temps de travail (type « forfait jour »).

L'embauche statutaire des sous-traitants

Ces dernières années, des dizaines de milliers d'emplois statutaires ont été supprimés, sous-traités à des entreprises pratiquant le dumping social et maltraitant leurs salariés, entraînant la disparition complète de métiers des IEG.

Nous voulons :

- L'embauche au statut des sous-traitants et des intérimaires travaillant sur les métiers pérennes de l'entreprise ;
- Un plan de titularisation pour tous les salariés sous contrats divers ;
- La création de postes pour répondre aux situations de sous-ef-fectif, de dépassements horaires chroniques, de pression liée aux surcharges de travail.

Défendre et faire vivre notre statut

Le monde du travail subit des attaques incessantes, aggravées par la crise actuelle. Notre Statut et les acquis qui nous protègent de la ré-gression sociale doivent être défendus et améliorés au même titre que les droits de l'ensemble des salariés.

Nous voulons :

- Le maintien et le développement de notre statut, son extension à tous les personnels du secteur de l'Énergie.

Pour le service public, contre la libéralisation du secteur de l'Énergie

Délitement des missions de service public, hausse des tarifs, transition énergétique compromise par les intérêts privés, le « marché de l'énergie

» fait chaque jour la preuve de sa dangerosité et de son inefficacité.

Nous voulons :

- Une politique énergétique décidée démocratiquement et non par les jeux de lobbies, et servie par un monopole public contrôlé par les citoyens ;
- la gratuité pour les besoins de base et des tarifs réglementés prenant en compte les contraintes sociales et écologiques ;
- Des investissements tournés vers le service public et sa recherche, et non vers une course au profit et à l'extension internationale ;
- Une politique ambitieuse de maîtrise de la consommation et de développement des énergies renouvelables.

Une retraite décente pour tous

Faire travailler les gens plus longtemps dans une situation de chômage massif est une absurdité qui va à l'encontre du progrès social historique. Nous récusons les arguments sur l'allongement de la durée de vie et sur le manque de moyens, justifiant les attaques contre le système de retraite. Un partage du travail et une répartition plus juste de la richesse produite permettraient largement de combler les déficits et d'améliorer le niveau des pensions. Derrière les attaques répétées contre le système de retraite par répartition, se cache une privatisation rampante au détriment des salariés et au bénéfice des officines privées.

Nous voulons :

- Une retraite décente pour tous à 60 ans, y compris pour les bas salaires et les carrières incomplètes ;
- Une véritable reconnaissance de la pénibilité ; la suppression de l'accord 2010 sur la spécificité des métiers qui la réduit considérablement ;
- Une augmentation de la part des richesses consacrée aux retraites.

